

ASSEMBLÉE NATIONALE
3 novembre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-4062

présenté par

M. Raux, Mme Arrighi, M. Bayou, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain, M. Fournier,
Mme Garin, M. Iordanoff, M. Julien-Laferrière, Mme Laernoës, M. Lucas, Mme Pasquini,
M. Peytavie, Mme Pochon, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché,
Mme Taillé-Polian et M. Thierry

ARTICLE 35

ÉTAT B

Mission « Recherche et enseignement supérieur »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Formations supérieures et recherche universitaire	3 000 000	0
Vie étudiante	0	0
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	0	0
Recherche spatiale	0	3 000 000
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	0
Recherche duale (civile et militaire)	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	0	0
TOTAUX	3 000 000	3 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les universités sont engagées dans le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche et sont la principale force de recherche publique.

Accueillant la quasi-intégralité des d'étudiant-es en situation de handicap, souvent sollicitées par les pouvoirs publics ou saluées pour leur engagement, les universités sont insuffisamment accompagnées pour faciliter le parcours de formation des étudiant-es en situation de handicap, ce qui n'est pas conforme à l'idée d'un service public. Pour rappel, 47 000 des 51 000 étudiant-es en situation de handicap sont inscrit-es à l'Université, soit six fois plus qu'en 2007. Les crédits de financement de l'accompagnement des étudiant-es en situation de handicap représentaient 900 euros par étudiant-es en 2007, ils représentent un peu moins de 300 euros par étudiant-es en 2022.

En 2024, les financements alloués aux établissements pour l'accompagnement pédagogique des étudiant-es présentant un besoin spécifique lié à leur trouble ou à leur handicap seront portés de 15 à 23 millions d'euros. Une première enveloppe de 1,5 million d'euros sera également ouverte pour lancer un appel à projets visant à identifier trois à cinq universités démonstratrices et exemplaires en matière d'accessibilité étudiante.

Cet amendement prévoit, afin de respecter les règles de recevabilité financière :

- Une augmentation de 3 000 000 € en AE et CP de l'action 15 « Pilotage et support du programme » du programme n° 150 « Formations supérieures et recherche universitaire » afin d'ouvrir à un maximum d'universités démonstratrices et exemplaires en matière d'accessibilité étudiante l'appel à projet sus-évoqué ;

- Une diminution de 3 000 000 € en AE et CP de l'action 01 « Développement de la technologie spatiale au service de la science » du programme n° 193 « Recherche spatiale ».

Il est précisé qu'il n'est pas souhaité de baisser les crédits de ce programme. C'est pourquoi le Gouvernement est appelé à lever ce gage.